

Deutschland: Steuerpaket der Koalition in der Kritik

Berlin. Opposition und Wirtschaft haben in Deutschland die schwarz-gelben Beschlüsse für ein einfacheres Steuerrecht und zur Entlastung von Unternehmen als Alibi-Reform kritisiert. Die Grünen warfen der Koalition vor, die Bürger zu täuschen. Rechne man die Ersparnis bei der Steuer gegen die höheren Krankenkassenbeiträge zum 1. Januar auf, hätten Arbeitnehmer sogar weniger Netto vom Brutto in der Tasche. Wirtschaftsverbänden gehen die Pläne nicht weit genug. Kanzlerin Angela Merkel (CDU) verteidigte die Entscheidungen von Union und FDP: „Wir werden ein Paket schnüren, das nicht die Steuerbehörden entlastet, sondern bei denen ankommt, die Steuern bezahlen.“ Die Koalitionsspitzen hatten in der Nacht zum Freitag beschlossen, das Steuerrecht in 41 Punkten zu vereinfachen. Die Arbeitnehmer sollen um insgesamt 590 Millionen Euro pro Jahr entlastet werden. Firmen sollen durch die elektronische Übermittlung von Steuerdaten rund vier Milliarden Euro einsparen. (dpa)

Obama verliert Rückhalt der eigenen Partei

Washington. US-Präsident Barack Obama muss nach seinem Steuerkompromiss mit der Opposition eine Rebellion in den eigenen Reihen fürchten. Die Demokraten im Repräsentantenhaus beschlossen am Donnerstag in einer internen Abstimmung, gegen ein Gesetzespaket zu votieren, das Obama mit den Republikanern ausgehandelt hatte. Auch wenn der Beschluss der demokratischen Abgeordneten nicht bindend sei, lasse er doch einen heftigen parteiinternen Widerstand gegen den Präsidenten erkennen, urteilten US-Medien. Die Demokraten begründeten ihre Ablehnung des Kompromisses vor allem damit, nicht ausreichend in die Gespräche des Weißen Hauses mit den Republikanern einbezogen worden zu sein. „Die Botschaft ist ziemlich eindeutig. Die Form der Verhandlungen ist nicht akzeptabel für das demokratische Gremium im Repräsentantenhaus“, sagte der Abgeordnete Chris Van Hollen, ein Parteifreund Obamas. Letzterer hatte Anfang der Woche nach langem Ringen mit der Opposition vereinbart, die vom damaligen Präsidenten George W. Bush eingeführten Steuererhöhungen um zwei Jahre zu verlängern. Dabei gab er einer Forderung der Republikaner nach, die Steuererleichterungen weiterhin auch für reiche Amerikaner gelten zu lassen. Der Präsident und seine Partei wollten die Vergünstigungen ursprünglich nur für Haushaltseinkommen bis zu 250 000 Dollar verlängern. Zwar erreichten die Demokraten im Gegenzug, dass Arbeitslose länger Unterstützung erhalten. Aber vor allem linke Parteimitglieder sind mit dem Kompromiss unzufrieden. Auch Obama hatte zugegeben, dass ihm die Zustimmung schwer gefallen sei. Er habe aber Millionen von Amerikanern vor einer deutlich höheren Steuerlast bewahren wollen. Der sich abzeichnende Widerstand im Kongress lässt nach Einschätzung von Kommentatoren die Frage aufkommen, wie viel Einfluss Obama in seiner Partei überhaupt noch hat. (dpa)



PAR LAURENCE D'HONDT
(TEXTE ET PHOTOS)

Grâce à l'impulsion de son nouveau directeur, le célèbre parc des Virunga au nord du Kivu tente de conjurer la triste réputation qui affecte cette région. Plusieurs milliers de touristes ont osé franchir les portes de «l'enfer» ... pour leur plus grand bonheur.

Vouloir faire du parc national des Virunga, situé à l'est du de la République démocratique du Congo, une région réputée depuis 20 ans pour ses violences, un acteur de paix et de prospérité relève un peu de l'utopie. En effet, la plus ancienne réserve naturelle africaine, installée sur la frontière du Congo, de l'Ouganda et du Rwanda est encore régulièrement le théâtre d'accrochages et est parcourue par au moins trois groupes rebelles: des membres du FDLR, le parti des Hutus opposants au régime rwandais, des membres de l'ADF-Nalu, opposants au régime ougandais et des Mai-Mai, groupe de guerriers autochtones. Il est en outre le lieu d'un trafic intense de makala, le charbon de bois nécessaire à la cuisson des aliments, dans lequel les rebelles mais aussi les forces armées congolaises ont leurs intérêts. Enfin, il abrite de simples bandits, qui se transforment la nuit tombée en coupeurs de route pour dévaliser les voyageurs imprudents. Pourtant depuis plus de deux ans, le défi est lancé, grâce notamment à l'impulsion aussi passionnée qu'énergique du nouveau directeur du parc, Emmanuel de Mérode.

Emmanuel de Mérode a été nommé officier d'Etat congolais par l'Institut congolais de conservation de la nature (ICCN) en mars 2008. Tel un baptême du feu, la nomination de ce descendant d'une illustre famille princière belge, né au Kenya, a été d'emblée marquée par la violence qui sévit dans cette région. En effet, les forces armées du rebelle tutsi Laurent Nkunda ont envahi le Nord du Kivu durant l'été 2008, menaçant de prendre Goma à la fin du mois d'octobre. La base de Rumangabo où est installé le staff du parc a été l'objet de tirs et de bombardements, tandis qu'une centaine de gardes forestiers se sont retrouvés embarqués dans le chaos. Pourtant, un mois après l'arresta-



Emmanuel de Mérode, directeur du parc naturel, a su attirer plus de 2.000 touristes.

tion de Laurent Nkunda fin janvier 2009, le nouveau directeur relançait son programme de réhabilitation du parc afin d'ouvrir au plus tôt ses portes aux touristes. Et deux ans après, si l'on ne se bouscule pas encore dans le parc des Virunga, on peut dire que les touristes ont clairement fait leur réapparition.

Plus d'hommes en armes que d'animaux

L'une des premières actions d'Emmanuel de Mérode a été la restructuration des équipes de gardes forestiers qui étaient un millier à peu près. En véritable manager de choc qui sait qu'une utopie ne peut se réaliser qu'avec des moyens radicaux, il a d'abord divisé leur nombre par ... trois ! «La plupart était inutile, sans formation et démotivé», tranche Emmanuel de Mérode. Après avoir sélectionné 375 candidats, les nouveaux aspirants ont suivi une formation à l'environnement et aux questions juridiques que pose la surveillance d'un parc, mais surtout au maniement ... des armes. «Afin de créer une nouvelle génération d'hommes en armes responsables», selon les termes du prince, il n'a pas hésité à faire appel à de véritables «paras» belges, créant progressivement un esprit de corps qui rappelle à certains égards celui d'une milice: discipline, autonomie, belle paie.

Norbert qui est un de ces nouveaux gardes ne se plaint pas. «C'est un bon poste que nous avons, le défi est lancé, grâce notamment à l'impulsion aussi passionnée qu'énergique du nouveau directeur des primes».

Aujourd'hui, la principale tâche des gardes forestiers reste la sécurisation du parc. Et pour cause: il y a plus d'hommes en armes dans le parc que d'animaux. Ainsi, il ne se passe pas une semaine sans que les gardes forestiers ne soient impliqués dans une opération de commando pour déloger un groupe de rebelles qui s'adonnent au braconnage, au trafic de makala ou au pillage des villageois. Les gardes opèrent en collaboration avec les forces armées congolaises, tout en sachant que les intérêts de ces dernières sont souvent plus proches de ceux des trafiquants que des gardes du parc. Ces opérations «commando» s'ajoutent à la surveillance de routine et à celle

La plus ancienne réserve naturelle en Afrique

«Le parc des Virunga a un potentiel extraordinaire»

Le Kivu rouvre ses portes aux touristes

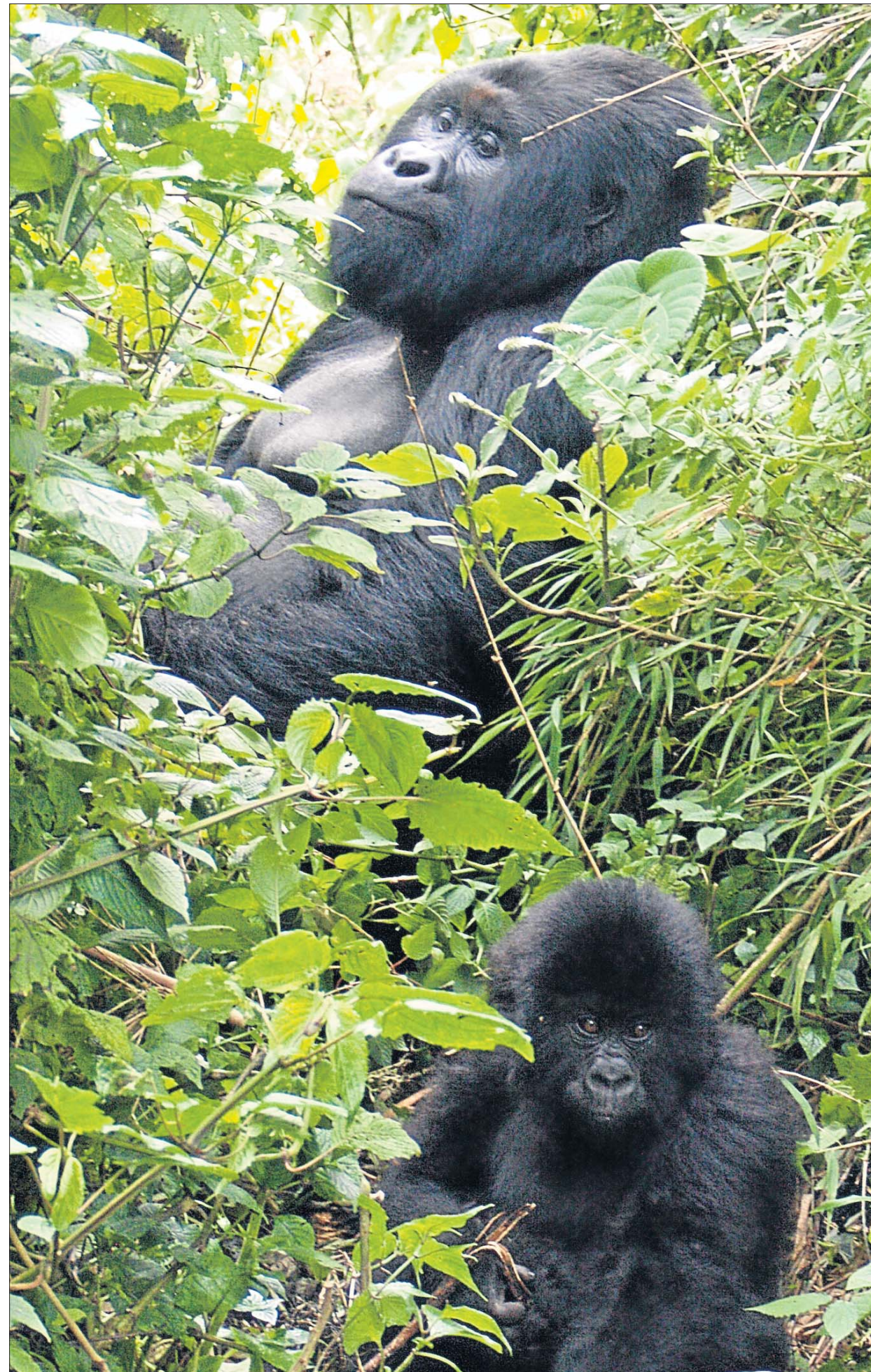
qui accompagne plus spécifiquement le passage d'un groupe de touristes. Avant de laisser un groupe de touristes escalader le volcan Nyiragongo, il faut mettre une quinzaine de gardes en route pour s'assurer que la voie est libre de tout danger. «Si l'on veut réimplanter le tourisme, on n'a pas droit à l'erreur», assure l'un des collaborateurs du directeur.

Mais les efforts commencent à être payant. Depuis que le parc a rouvert ses portes au tourisme au printemps 2010, il a reçu plus de 2.000 visiteurs, soit 1.500 qui sont allés voir les gorilles et 500 qui ont fait l'ascension du Nyiragongo. Avec un droit d'entrée de 400 dollars pour la visite des gorilles et un autre de 200 dollars pour le volcan, ces touristes ont rapporté en quelque mois près d'un demi-million de dollars - l'autre demi million étant dû à l'Etat congolais.

«C'est encore une petite somme, mais elle est immédiatement dans les caisses», assure l'adjoint responsable du développement économique du parc. En tablant sur 10.000 touristes par an - ce qui est la capacité maximale que les familles de gorilles peuvent «accueillir» sous peine de perdre leur nature sauvage - cela devrait faire une rentrée immédiate de deux à trois millions de dollars par an. Fait assez exceptionnel pour la région: 30 % des droits d'entrée sont attribués aux populations environnantes, en parlant que leur bien-être sanitaire et économique contribuera à la stabilité du parc et au développement du tourisme.

Soutien financier de l'Union européenne

Mais si dans le budget du parc, la grande majorité des fonds provient aujourd'hui de l'Union européenne, l'objectif est de développer les fonds propres. Pour cela, d'autres moyens ont été mis en oeuvre: la création du site www.gorilla.cd lancé afin de «sauver» les gorilles de montagne et de titiller la sensibilité des amoureux de ces ancêtres géants et déboussés a rapporté près d'un autre million de dollars. A cela il faut ajouter les dollars que rapporte l'étonnante «charte» de partage des revenus entre les pays voisins: en effet, lorsque des visiteurs sont amenés à rencontrer au hasard des chemins forestiers, des gorilles congolais, le Rwanda reverse la moitié des droits au Congo et vice versa. Le parc envisage par ailleurs l'ouverture d'un lodge en mai 2011 dans l'esprit de ce qui s'est construit au Kenya. Enfin, le staff du parc redouble d'imagination afin de créer d'autres ressources tels les briquettes, faite de biomasse et destinées à remplacer le charbon de bois si destructeur pour l'environnement et les animaux qui y habitent. «Le parc des Virunga a un potentiel extraordinaire. Avec une topographie qui va de 5.000 mètres à 900 mètres, il a connu dans les années '50, la plus grande densité de grands mammifères au monde. Mais la guerre a fait tomber le nombre d'éléphants de 2.800 à 350 et celle des hippopotames de



Idee payante: pour 400 dollars, on peut rendre visite aux gorilles.

27.000 à 350, selon le dernier recensement aérien de 2005», explique, passionné, Emmanuel de Mérode. Une quasi-disparition donc, qui a affecté les richesses de lac Edouard et la pêche des populations qui vivent aux alentours.

Renaissance du tourisme

Pourtant, la tendance semble à nouveau s'inverser. Quelque 200 éléphants sont revenus, notamment

dans la Rwindi, un spot très couru jusque dans les années '80 et qu'affectionnait particulièrement l'ancien président congolais Mobutu Seseke. «Si l'on peut assurer encore deux ans de stabilité à la région, les animaux vont revenir en masse», espère Emmanuel de Mérode qui avait pourtant du mal à croire à une possible réhabilitation du parc et encore plus, à l'arrivée de touristes. Dans le secteur est du parc, il rêve de voir revenir les grands préda-

teurs, sans lesquels la visite d'un parc n'atteint pas sa pleine dimension émotionnelle. Enfin, depuis que le Rwanda voisin a fait le plein de touristes amateurs de gorilles, le «surplus» commence à se hasarder sur les chemins du Kivu congolais, où réside aujourd'hui la plus grande population au monde de gorilles de montagne.

■ www.gorilla.cd
www.kivutavel.com

Gemeinsam in den Kampf

Deutsch-französische Brigade wird ausgebaut

Müllheim/Straßburg. Deutschland und Frankreich, lange Erzfeinde und Kriegsgegner, sind mit der Brigade zu militärischen Partnern geworden. Die erbitterte Feindschaft nach dem deutsch-französischen Krieg (1870-1871) endete erst nach dem Zweiten Weltkrieg. Nun soll sie endgültig der Vergangenheit angehören. „Wir stehen vor einem historischen einmaligen Schritt“, sagt der Chef der Brigade, der französische General Philippe Chalmel (53). Er teilt sich die Brigadeführung mit dem deutschen Oberst Klaus Hahnfeldt (53). Die 1989 im schwäbischen Böblingen gegründete Truppe mit etwa 5 400 Soldaten, die ihren Sitz seit 1992 in der Kleinstadt Müllheim südlich von Freiburg und nahe der deutsch-französischen Grenze hat, war bislang nur in Deutschland stationiert. Sie unterhält Standorte auch in den baden-württembergischen Städten Donaueschingen und Immendingen. Nun wagt sie den Weg über den Rhein.

Neuer Standort in Metz

Das zur Brigade gehörende Jägerbataillon 291 mit 635 Bundeswehrsoldaten zieht in eine frühere französische Militärbarracks im elsässischen Illkirch, einem Vorort von Straßburg. Damit werden erstmals deutsche Kampfsoldaten dauerhaft auf französischem Boden stationiert. Neu ist auch ein Standort im lothringischen Metz. Hier wird die Brigade im nächsten Jahr Stellung beziehen. Die Brigade steht damit in der deutsch-französischen Grenzregion auf beiden Seiten der früher hart umkämpften Grenzlinie. Für ihre Soldaten ist der gemeinsame Kampf Alltag. „Wir sind es gewohnt, Schulter an Schulter Verantwortung zu tragen“, sagt ein junger Soldat. Obwohl er der Bundeswehr dient, folgt er den Befehlen seines aus Frankreich stammenden Zugführers. Gemeinsam mit einem jungen französischen Soldaten nimmt er bei einem Manöver feindliche Stellungen ins Visier, feuert mit dem Maschinengewehr auf Gegner und steuert ein olivgrünes Panzerfahrzeug durch Wälder und über verschnittenen Wiesen.

Aus den Übungen, wie zuletzt bei einem groß angelegten Manöver im rheinland-pfälzischen Baumholder, könnte schon bald Realität werden. In der zweiten Hälfte des kommenden Jahres wird die Brigade für sechs Monate Teil der schnellen Einsatzgruppe der Nato. Rund 2 600 Soldaten der Brigade stehen dann für Einsätze rund um den Globus in Alarmbereitschaft, müssten bei internationalen Militärkonflikten zur Waffe greifen. Zudem werden sie 2011 als Teil der Isaf in Kundus in Afghanistan und im Kosovo eingesetzt. Hierfür laufen derzeit die Vorbereitungen. Mehr als 1 600 Soldaten sind im Training. Die Idee für die deutsch-französische Militäreinheit hatten 1987 der damalige deutsche Bundeskanzler Helmut Kohl und Frankreichs Präsident François Mitterrand. Zwei Jahre später wurde die Brigade gegründet. Im Zentrum stand damals die Freundschaft beider Staaten und das Ziel der Völkerverständigung.

Im Sommer 2008 stand die Auflösung der Brigade im Raum. Doch Deutschlands Kanzlerin Angela Merkel und Frankreichs Staatspräsident Nicolas Sarkozy einigten

sich auf den Fortbestand der Truppe und die zusätzlichen Standorte in Frankreich. Nun soll die Brigade militärisch an Bedeutung gewinnen. Guttenberg sieht sie dadurch gestärkt. Zudem sei sie Vorbild und eine Geste der tiefen Freundschaft beider Länder. Die Truppe sei auch Zeichen der gemeinsamen europäischen Außen- und Sicherheitspolitik, die an Bedeutung gewinne.

Politischer Symbolcharakter

Aus der „Paradetruppe“ mit politischem Symbolcharakter ist mittlerweile eine weltweit einmalige Kampfeinheit geworden. Die Soldaten beziehen Stellung im Auftrag der Nato, der UN und der Europäischen Union (EU), ziehen gemeinsam in Auslandseinsätze. So waren sie bereits mehrfach in Bosnien, Afghanistan, im Kosovo sowie in Mazedonien im Einsatz. Hinzu kommen Auslandseinsätze, die unter französischer Regie laufen, zum Beispiel an der Elfenbeinküste, in Zentralafrika, Französisch-Guayana oder auf den Seychellen.

Dem Zusammenwachsen dient das gemeinsame Leben in der Kaserne, bei Alltag und Arbeit. „Wir teilen den Schweiß. Das ist der Kleber, der gemeinsame Identität schafft“, sagt General Chalmel. Der 53 Jahre alte Soldat aus der Bretagne, der seit 36 Jahren dem französischen Militär dient, hat das Kommando. Er sieht die Brigade auch als Friedenssignal. „Vor allem junge Soldaten wissen nicht mehr, wie gegnerisch sich unsere Völker vor nicht allzu langer Zeit gegenüberstanden“.

„Die deutsch-französische Brigade ist ein Hoffnungsexport für die Welt“, sagt Chalmel. „In allen Regionen, in denen Krisen und Kriege herrschen, kann eine militärische Zusammenarbeit Entspannung bringen.“ Als Beispiele nennt er Israel und Palästina, Süd- und Nordkorea, Pakistan und Indien oder andere Krisenherde.

„Die Gemeinsamkeit entsteht durch das persönliche Miteinander“, sagt der deutsche Oberst Horst Busch (45), Chef des Stabes der Brigade. Er ist seit 18 Jahren in der Truppe. Gefordert wird, dass jeder Soldat die Sprache des jeweils anderen spricht. Befehle werden in englischer Sprache gegeben. „Ansonsten läuft es wie im Schülertausch, im Zweifel mit Händen und Füßen“, sagt Busch. (dpa)



Deutsch-französische Brigade 2008 in Luxemburg: „Die Gemeinsamkeit entsteht durch das persönliche Miteinander.“ (FOTO: GUY JALLAY)

Auslandspresse

SUD OUEST

La Chine a-t-elle peur?

Le quotidien français «Sud-Ouest» se penche sur la cérémonie de remise du prix Nobel de la Paix:

«Etrange cérémonie que cette remise d'un prix Nobel de la Paix en l'absence du lauréat. A vrai dire, ce n'est pas la première fois, et c'est bien cela qui inquiète les autorités chinoises. Car il existe de dangereux précédents: Sakharov en 1975, Walesa en 1983 n'avaient pas eu le droit de sortir de leur pays pour aller chercher leur prix. Cela n'avait pas empêché l'Union soviétique et ses satellites en Europe de l'Est de s'effondrer quelques années plus tard. Rétrospectivement, il y avait même là comme un signe annonciateur. Au moins le physicien russe et l'ouvrier polonais avaient-ils pu dépasser leur épouse à leur place. La Chine, elle, a le souci de l'égalité hommes femmes: elle a donc mis en prison Mme Liu Xiaobo. Mais pourquoi s'inquiètent-ils tant? Pourquoi ont-ils si peur d'une récompense, aussi prestigieuse soit-elle, remise à un dissident? (...) La Chine, banquier du monde et nouveau far east pour nos entreprises en quête de marchés, a quelques arguments à faire valoir pour se faire respecter et elle ne s'en prive pas. Souvent avec arrogance. (...)»

la Repubblica

Peking macht sich lächerlich

Die römische Tageszeitung „La Repubblica“ meint zu der chinesischen Kampagne gegen den Friedensnobelpreis an Liu Xiaobo:

„China ist eine Macht, die die Selbstkontrolle verloren hat und die dabei ist, sich lächerlich zu machen. Peking gibt dabei preis: Man weiß, dass die von Liu Xiaobo gestellte Forderung nach mehr Freiheit und friedlichen Reformen eine Hoffnung ist, die jeder Chinese in seinem Herzen versteckt trägt. Darum macht Peking den Nobelpreis nun zum ersten globalen Referendum über die Frage der Menschenrechte oder des wirtschaftlichen Wachstums, indem es den Nationen befiehlt, für oder gegen China Stellung zu beziehen, für seinen Aufstieg oder für den Abstieg des Westens. Das ist eine enthüllende Verzerrung, weit entfernt von dem Fall Liu Xiaobo.“

derStandard

Überzeugungsarbeit nötig

Zum Streit in der Europäischen Union um gemeinsame Euroanleihen schreibt der „Standard“ aus Wien:

„Da soll sich noch einer auskennen. Der luxemburgische Premier und Chef der Eurogruppe, Jean-Claude Juncker (...), der ein praktisch schuldensches Land führt, geht die deutsche Kanzlerin Angela Merkel frontal an: Simplex Denken, eine „uneuropäische Art“ zeige sie, weil sie gemeinsame Euroanleihen blockiert. Juncker ist seit 15 Jahren Regierungschef, mit riesigen Verdiensten um die Einführung des Euro. Ihm geht die Integration zu langsam, er weiß, dass Europa nicht am deutschen Werten gesessen kann. Aber sein Wutausbruch ist nicht klug. Eine starke Union lässt sich nicht mit der Brechstange erzwingen. Das erfordert Überzeugungsarbeit.“